



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Référence de la consultation : 2025C01

**Système d'acquisition dynamique pour les marchés
de menu travaux sur les espaces d'accueil des gens
du voyage de La Cali**

Procédure de passation:

Système d'acquisition dynamique (SAD) passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la Commande Publique.







Calendrier de la consultation

Les entreprises sont invitées à candidater dès à présent afin d'être qualifiées pour les prochaines mises en concurrence

Date et heure limites de remise des 1ères candidatures : 22/04/2025 à 12h00

Date de clôture du SAD : 21/04/2029

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Système d'acquisition dynamique (SAD) pour les marchés de menu travaux sur les espaces d'accueil des gens du voyage de La Cali
	Mode de passation	SAD passé en procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Durée	48 mois
	Négociation	Avec

Principes du SAD

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Publication de l'avis de publicité et mise en ligne du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur le profil acheteur pour toute la durée du SAD.
- Date limite de remise des 1ères candidatures, fixée au 22 avril 2025 à 12h00. A ce stade, l'opérateur ne remet aucune offre.
- Par la suite, tout opérateur peut intégrer le SAD jusqu'à la date de clôture, fixée au 21 avril 2029, sous réserve de satisfaire aux critères de sélection des candidatures. Sa demande d'admission est examinée sous trente (30) jours par l'acheteur ; délai porté à quarante-cinq (45) jours si des compléments de candidature sont requis.
- Lorsque l'acheteur lance un marché spécifique, il invite tous les candidats admis dans le SAD à remettre une offre. Le délai minimal de réception des offres est fixé à dix (10) jours.

La forme des marchés spécifiques, leurs prix, durées et autres modalités d'exécution sont définis dans le dossier de consultation de chaque marché spécifique.

SOMMAIRE

Principes du SAD.....	2
1 - Acheteur	4
2 - Objet et étendue de la consultation	4
2.1 - Objet.....	4
2.2 - Mode de passation	4
2.3 - Non exclusivité du système d'acquisition dynamique	4
2.4 - Nomenclature	5
3 - Le système d'acquisition dynamique (SAD).....	5
3.1 - Principes du SAD	5
3.2 - Période de validité du SAD	6
3.3 - Les marchés spécifiques.....	6
3.4 - Documents contractuels.....	6
4 - Catégorie du SAD.....	7
5 - Document à remettre.....	9
5.1 - Documents à produire.....	9
5.2 - Candidature sous forme de Document unique de Marché Européen électronique	10
5.3 - Forme du groupement	10
6 - Examen des candidatures	11
6.1 - Vérification des candidatures	11
6.2 - Admission des candidatures	11
6.3 - Mis à jour de la situation des candidats.....	11
7 - Comment participer	12
8 - Prendre connaissance du dossier de consultation.....	12
8.1 - Télécharger le dossier	12
8.2 - Poser des questions.....	12
9 - Après le dépôt de l'offre	12
9.1 - Analyse des offres	12
9.2 - Attribution	13
9.3 - Signature du marché.....	13
9.4 - Infructuosité	13
10 - Modalité de transmission des plis	13
10.1 - Date, heure et condition de réception des plis.....	13
10.2 - Transmission sous support papier.....	15
11 - Langues	15
12 - Procédure de recours	15

1 - Acheteur

Communauté d'Agglomération du Libournais (La Cali)

42 RUE JULES FERRY

CS 62026

33503 LIBOURNE CEDEX

Tél : 05.24.24.22.77

Courriel : marchespublics@lacali.fr

2 - Objet et étendue de la consultation

2.1 - Objet

Afin de disposer d'une capacité d'achat performante pour les travaux de second œuvre inférieur à 40 000€ HT sur les espaces d'accueil des gens du voyage, La Cali a décidé d'utiliser la technique d'achat du « Système d'Acquisition Dynamique » prévue à l'article L.2125-1 4° du Code de la commande publique.

Les espaces d'accueil des gens du voyage de La Cali sont composés d'aires permanentes d'accueil des gens du voyages situées à Libourne, Coutras et Saint-Denis de Pile, de terrains familiaux à Coutras, ainsi que d'une aire de grand passage située à Les Billaux.

Ces équipements sont situés à :

Commune	Adresse	Capacité (emplacements)	Nombre de places
Libourne	10 chemin du Ruste	Aire d'accueil : 22	50
Saint Denis de Pile	Lieu-dit « le bois rond »	Aire d'accueil : 8	16
Coutras	lieu-dit « Champs des Landes »	Aire d'accueil : 8 Terrains familiaux : 8	16 Sans objet
Les Billaux	Lieu-dit « Bas de Mont »	Aire de Grand Passage	200

Le système d'acquisition dynamique permet aux acheteurs de solliciter durant une durée déterminée à compter de la publication sur le profil acheteur, des entreprises présélectionnées au fur et à mesure des besoins afin de conclure des « marchés spécifiques ».

2.2 - Mode de passation

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique. La procédure est entièrement électronique dès la publication de l'avis de mise en œuvre du SAD jusqu'à sa date d'échéance.

En application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, le SAD est passé selon les règles de la procédure adaptée ouverte, sous réserve des dispositions des articles R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique.

Le montant maximum de l'ensemble des marchés passés dans le cadre de cette procédure est de 5 000 000,00 € HT.

2.3 - Non exclusivité du système d'acquisition dynamique

La Cali s'engage à utiliser cette procédure pour satisfaire ses besoins à l'exception des cas suivants, qui resteront exceptionnels :

- Les travaux électriques urgents ;

- Les travaux qui s'inscrivent dans une opération concernant plusieurs corps d'état d'un montant supérieur à 40 000 € HT.

L'objectif reste cependant de passer les marchés travaux de second œuvre inférieur à 40 000€ HT sur les espaces d'accueil des gens du voyage par le biais ce système d'acquisition dynamique dans le cadre d'une mise en concurrence ouverte.

Les prestataires, dont la candidature aura été agréée dans le cadre du système d'acquisition dynamique, n'auront pas l'obligation de répondre à toutes les consultations de la « catégorie » qui les concerne.

2.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments

Catégorie	Libellé	Classification CPV
1	Gros œuvre	45223220-4 Travaux de gros œuvre
2	Carrelage	45431000-7 Carrelages
3	Platerie - Faux plafond	45410000-4 Travaux de plâtrerie.
4	Electricité	45311200-2 Travaux d'installations électriques
5	Sanitaire - Plomberie	45232460-4 Travaux d'installations sanitaires 45330000-9 Travaux de plomberie
6	Peinture	45442100 Travaux de peinture
7	Menuiserie - Serrurerie	45421000-4 Travaux de menuiserie 44316500-3 Serrurerie
8	Clôtures	45340000-2 Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité

3 - Le système d'acquisition dynamique (SAD)

3.1 - Principes du SAD

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Publication de l'avis de publicité et mise en ligne du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur le profil acheteur pour toute la durée du SAD.
- Date limite de remise des 1ères candidatures : **22/04/2025 à 12h :00**. A ce stade, l'opérateur ne remet aucune offre.
- Tout opérateur peut intégrer le SAD jusqu'à la date de clôture sous réserve de satisfaire aux critères de sélection des candidatures. Sa demande d'admission est examinée sous trente (30) jours par l'acheteur ; délai porté à quarante-cinq (45) jours si des compléments de candidature sont requis.
- Lorsque l'acheteur lance un marché spécifique, il invite tous les candidats admis dans le SAD à remettre une offre. Le délai minimal de réception des offres est fixé à dix (10) jours.

La forme des marchés spécifiques, leurs prix, durées et autres modalités d'exécution sont définis dans le dossier de consultation de chaque marché spécifique.

3.2 - Période de validité du SAD

Si les marchés spécifiques ne peuvent être conclus qu'avec les opérateurs agréés (procédure restreinte), le système d'acquisition dynamique (SAD) est cependant un système ouvert aux nouvelles candidatures pendant toute sa période de validité.

Le présent SAD est mis en œuvre pour une durée maximale de 48 mois à compter du 22/04/2025. Il est donc ouvert jusqu'au 21/04/2029.

Plus précisément :

- Les **candidatures** pourront être déposées tout au long de la durée du SAD, **au plus tard 1 mois avant la date limite du SAD, soit le 20/03/2029** (sous réserve d'une modification dans les conditions indiquées ci-après) ;
- Les **consultations** en vue de la passation d'un marché spécifique pourront être lancées **au plus tard 3 semaines avant la date de fin du SAD, soit le 29/03/2029** (Sous réserve d'une modification dans les conditions indiquées ci-après).

La Cali pourra exceptionnellement modifier la période de validité du système d'acquisition dynamique dans les conditions suivantes :

- Les opérateurs agréés sont informés par écrit de la modification de la période de validité et de ses conséquences.

La Cali publie un avis pour signaler la nouvelle période de validité.

Les opérateurs économiques déjà admis dans une catégorie du SAD n'auront pas besoin de soumettre une nouvelle demande d'admission, sous réserve que la catégorie concernée ne soit pas modifiée de manière substantielle quant à la nature des achats envisagés.

Il peut être mis fin au SAD de façon anticipée sur décision de l'acheteur. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus. La fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité.

3.3 - Les marchés spécifiques

Lorsqu'un besoin est identifié, l'acheteur consulte les candidats agréés en vue de la conclusion d'un marché spécifique, sur une catégorie donnée.

Le délai laissé pour remettre une offre pour les opérateurs agréés intéressés ne pourra être inférieur à 10 jours.

La formalisation de la commande intervient après analyse des offres et un processus de validation administrative. Les opérateurs consultés devront être en capacité de maintenir leur offre pendant un « délai de validité des offres » qui sera indiqué par l'acheteur lors de chaque consultation.

Le délai d'exécution sera indiqué dans le marché spécifique.

Le dossier de consultation des entreprises remis à chaque candidat indiquera tous les attendus techniques ainsi que les modalités administratives.

3.4 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes, listées par ordre décroissant :

- Le règlement de consultation/Cahiers des clauses particulières ;

- Le formulaire de candidature ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-Travaux) publié au journal officiel le 1er avril 2021.

Pièces contractuelles particulières à chaque marché Spécifique:

Sauf précision contraire mentionnée à l'occasion de la notification de la lettre de consultation pour un marché spécifique, les pièces contractuelles constitutives de chaque opération seront les suivantes, listées par ordre de priorité suivant conformément au CCAG-travaux :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières;
 - La DPGF ou le devis du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou le cahier des clauses particulières (CCP) du marché spécifique;
- Le cahier des clauses administratives techniques et particulières (CCTP) du marché spécifique, le cas échéant;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-Travaux) publié au journal officiel le 1er avril 2021.
- Le mémoire technique remis par le titulaire ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des prestations fourni par le titulaire.
-

Pour chaque marché spécifique, la liste des pièces contractuelles évoquée ci-avant sera précisée et complétée de pièces complémentaires si besoin.

4 - Catégorie du SAD

Le SAD porte sur 8 catégories :

Catégories	Désignation
1	Gros œuvre
2	Carrelage
3	Platerie - Faux plafond
4	Electricité
5	Sanitaire - Plomberie
6	Peinture
7	Menuiserie - Serrurerie
8	Clôtures

Pour chaque catégorie et à titre indicatif les prestations suivantes sont attendues :

- Catégorie 1 : Gros œuvre
Reprise des enduits et tableaux, seuils de porte, mise en sécurité d'ouvertures, purge de béton avant intervention sur réseaux enterrés, aménagement divers.
- Catégorie 2 : Carrelage
Reprise ou mise en œuvre de carrelage et de faïence dans les différents locaux (cuisine, toilettes et douche).

- **Catégorie 3 : Platerie-faux plafond**
Réfection partielle de plafonds en placo ou bien suspendus quel que soit la nature, remplacement de plaques de plafond 600x600, aménagement ou création de plafond neuf mais également de doublage, réfection des placos en doublage ou bien en cloison.
- **Catégorie 4 : Electricité**
Mise en sécurité électrique urgente et mise en conformité des installations, dépannage et remise en état des installations électriques, aménagement partielle d'installation.
- **Catégorie 5 : Sanitaire - Plomberie**
Intervention urgente pour les fuites d'eau importantes, diagnostics et réparations, aménagement de petites installations ponctuelles, remplacement de matériel et organes de sécurité (Groupe de sécurité, robinet thermostatique, ...).
- **Catégorie 6 : Peinture**
Travaux de remise en peinture des murs, plafonds mais aussi des menuiseries fer ou bien en bois, à l'intérieur ou bien à l'extérieur des bâtiments.
- **Catégorie 7 : Menuiserie - Serrurerie**
Dépannage urgent sur les portes d'accès aux locaux puis réparation ou remplacement, remise en état des portes ou fenêtres pour les serrures, béquillages, poignées anti-panique, aménagement, fourniture et pose de divers matériels (portes, fenêtres, rideaux métallique, protections, grille de défense, ...).
- **Catégorie 8 : Clôture**
Réparation des clôtures en béton, grillage ou bien en panneaux rigides, divers aménagements ou création de travaux neufs.

ETAPE N° 1 : PHASE CANDIDATURE

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), mis à disposition, comporte les documents ci-dessous :

- le présent règlement de consultation (RC)/ le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- le formulaire de candidature.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de dépôt des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de dépôt des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

5 - Document à remettre

Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature, la ou les catégories pour lesquelles ils demandent leur admission. A défaut, ils sont réputés être candidat pour l'ensemble des catégories.

5.1 - Documents à produire

Tout au long de la période de validité du SAD, chaque candidat souhaitant être référencé aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Le formulaire de candidature dûment rempli et signé de façon manuscrite	Oui
Les habilitations du mandataire par les représentant qualifiés de ses cotraitants en cas de groupement	Oui
Le pouvoir de la ou des personnes habilitées à engager les opérateurs	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

5.2 - Candidature sous forme de Document unique de Marché Européen électronique

En application de l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Le Pouvoir Adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature choisie par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

5.3 - Forme du groupement

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

6 - Examen des candidatures

6.1 - Vérification des candidatures

Les critères de sélection sont les mêmes pour toutes les catégories.

Le Pouvoir Adjudicateur appréciera les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat pour intégrer la catégorie et examinera la recevabilité du dossier et la conformité de la candidature.

Les candidats entrant dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique ne pourront être admis à participer au système d'acquisition dynamique.

6.2 - Admission des candidatures

A l'issue de l'analyse des candidatures, les candidats retenus par le Pouvoir Adjudicateur seront référencés pour le SAD. Conformément à l'article R.2162-46 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis n'est pas limité.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de quinze (30) jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à vingt et un (45) jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures reçues au lancement du système, pour une durée maximum de deux (2) mois, sous réserve que l'invitation à remettre une offre pour le premier marché spécifique n'ait pas encore été envoyée.

Le candidat non admis ou exclu du système en est informé par courrier motivé. La notification s'effectue par le biais du profil d'acheteur. L'adresse électronique faisant foi est celle renseignée par le candidat sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Un candidat peut, sur demande écrite adressée au Pouvoir Adjudicateur, demander à sortir du système d'acquisition dynamique. La sortie du candidat est réputée acquise à la date de notification de la demande écrite.

6.3 - Mis à jour de la situation des candidats

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact.

A tout moment au cours de la période de validité du système, et au moins une fois par an, le Pouvoir Adjudicateur peut demander aux candidats admis dans le système d'actualiser leur dossier de candidature (mise à jour des attestations d'assurances, des certificats sociaux et fiscaux...) dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

A cette occasion, si l'acheteur constate qu'un candidat admis ne satisfait plus les critères de sélection ou est frappé d'une interdiction de soumissionner, ce dernier est alors écarté du SAD et ne pourra plus soumissionner aux futurs marchés spécifiques.

ETAPE N°2 : PHASE OFFRE

Cette partie traite des futures consultations destinées à être lancées dans le cadre du SAD.

Le candidat sollicitant son entrée dans le SAD n'a rien à fournir à ce stade en dehors des éléments demandés à l'étape 1.

7 - Comment participer

Lorsqu'un besoin est identifié, l'acheteur consulte les opérateurs agréés et sollicite une offre. Après analyse des offres, l'un des opérateurs se verra attribuer la commande. Cette commande prend la forme d'un contrat dit « marché spécifique ».

La procédure de consultation est entièrement électronique et se déroule comme suit :

- Les opérateurs agréés sont informés par écrit via le profil acheteur de La Cali <https://demat-ampa.fr>, du lancement d'une consultation et sont invités à télécharger un dossier de consultation qui précise les caractéristiques techniques des prestations à réaliser ;
- Les candidats intéressés déposent une offre selon les modalités présentées dans le dossier de consultation ;
- Les offres sont analysées. L'acheteur procède à un classement, l'offre classée en première position est retenue. Ce classement est opéré en fonction de critères indiqués dans le dossier de consultation ;

Les modalités techniques de remise des offres sur la plateforme sont identiques à celles de la remise des candidatures et indiquées ci-après.

8 - Prendre connaissance du dossier de consultation

8.1 - Télécharger le dossier

Les candidats seront invités à télécharger le dossier de consultation en vous rendant sur la plateforme de l'acheteur, via le lien ci-après : <https://demat-ampa.fr>

8.2 - Poser des questions

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 2 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9 - Après le dépôt de l'offre

9.1 - Analyse des offres

L'acheteur pourra demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande peut aboutir sur une négociation.

La négociation, sans remettre en cause l'économie du marché, peut porter sur des aspects financiers et/ou techniques affectant la proposition du candidat.

La négociation est écrite et formalisée par des échanges de courriels, sans empêcher une rencontre avec le ou les candidats concernés.

Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions, assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera,

soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Les offres irrégulières ou inacceptables seront admises à la négociation. Néanmoins, les offres irrégulières ou inacceptables ne pourront être retenues que si elles deviennent régulières ou acceptables suite aux négociations. A l'issue de la négociation, un classement sera effectué.

L'acheteur public peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du Code de la Commande publique, s'il juge insuffisant le résultat des négociations.

9.2 - Attribution

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit remettre à l'acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la réception du courrier d'attribution, les documents suivants en cours de validité :

- Les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents (attestation URSSAF ou MSA « de vigilance » datée de moins de 6 mois, attestation congés payés chômage intempéries, attestation prévoyance et attestation fiscale de recouvrement de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la TVA ou liasse n°366 - ou équivalent,) ;
- La copie du ou des jugements prononcés en cas de liquidation judiciaire ;
- L'attestation de prévoyance ou à défaut une attestation de non soumission;
- L'attestation de congés payés chômage intempéries ;
- L'attestation d'assurance pour les risques professionnels et décennale en cours de validité ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail conformément aux articles D8254-2 et D8254-4. Cette liste précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti, il est éliminé dans les conditions fixées par le Code de la commande publique. Le candidat suivant dans le classement est alors sollicité dans les mêmes termes pour fournir les documents.

Rematéralisation des documents électroniques

Les candidats, ayant remis un pli par voie électronique, sont informés de la rematéralisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du marché avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

9.3 - Signature du marché

Le marché est signé de façon manuscrite par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par l'acheteur.

9.4 - Infructuosité

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

10 - Modalité de transmission des plis

10.1 - Date, heure et condition de réception des plis

❖ Candidatures

Pour le dépôt des premières candidatures, les plis devront être transmis au plus tard à la date et heure indiquées dans l'avis d'appel à la concurrence et en page de garde du présent RC/CCP.

❖ Offres

Les plis devront être transmis au plus tard à la date et heure indiquées dans le dossier de consultation. Les

plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures ou offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Libournais - CALI
42 RUE JULES FERRY
CS 62026
33503 LIBOURNE CEDEX

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", "docx", ".xls", "xlsx", ".ppt", "pptx", ".zip", ".pdf".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature ou de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

10.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

11 - Langues

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

12 - Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.